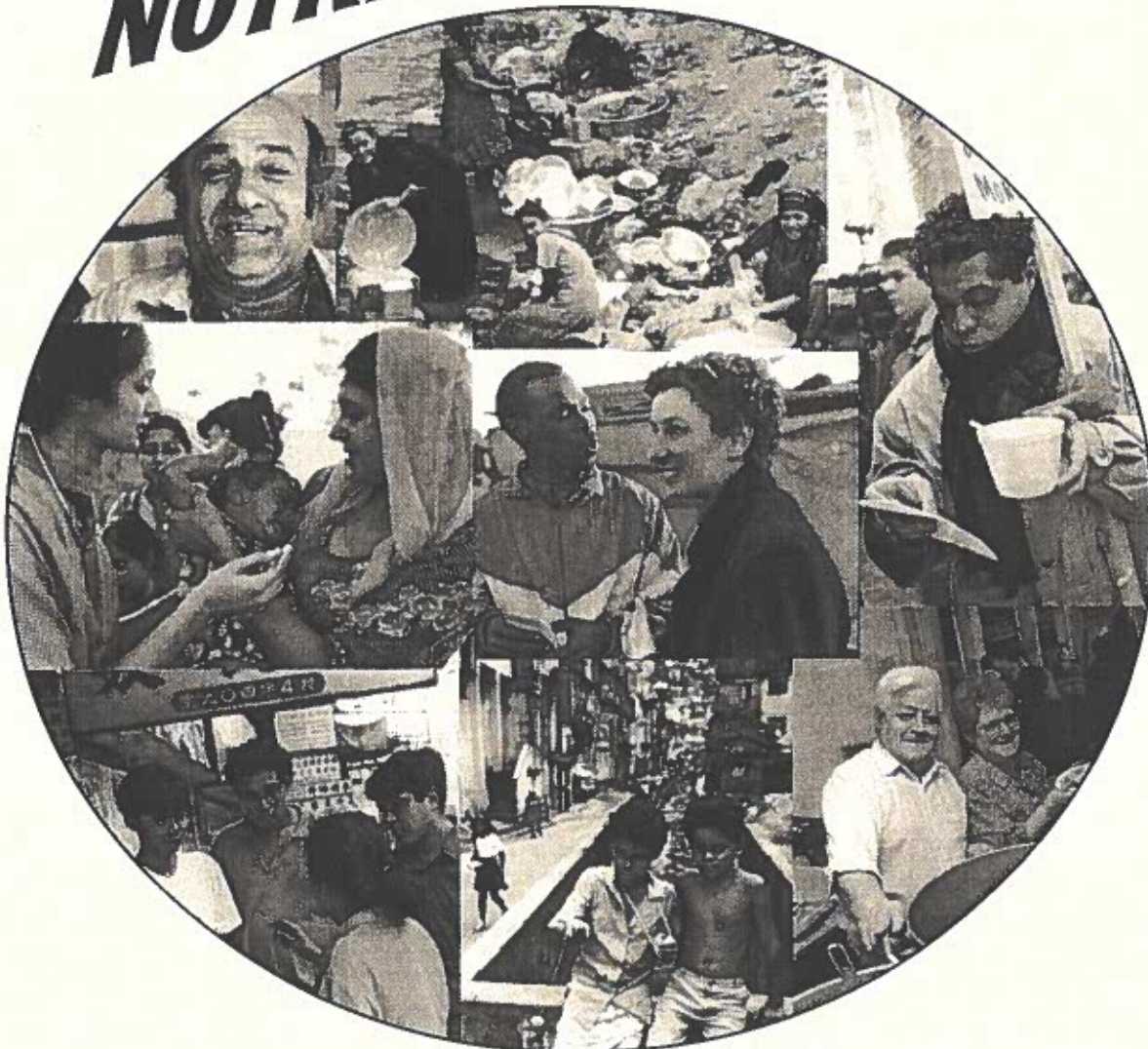


RENOUVELER NOTRE ACTION



Bilan et perspectives

Rapport des activités d'Alternatives à l'assemblée générale

 **Alternatives**
... pour un monde différent

août 1998

T A B L E D E S M A T I È R E S

Introduction

1. Alternatives dans le monde

- 1.1 Amérique latine
- 1.2 Afrique subsaharienne
- 1.3 Moyen-Orient et Afrique du Nord
- 1.4 Asie du Sud
- 1.5 Asie de l'Est
- 1.6 Europe de l'Est
- 1.7 Réseautage international

2. Alternatives au Québec et au Canada

- 2.1 Information
- 2.2 Activités publiques
- 2.3 Interculturel
- 2.4 Femmes
- 2.5 Stages des jeunes
- 2.6 Alternatives à Québec
- 2.7 Liens avec les autres organisations
- 2.8 Lobbying auprès des gouvernements

3. Vie associative

- 3.1 Structures
- 3.2 Financement


4. Perspectives 1998-1999

- 4.1 Développement de la programmation outremer
- 4.2 Renforcement de notre action ici
- 4.3 Défis organisationnels et financiers

Conclusion

Annexe 1 • Qui fait quoi

Membres du conseil d'administration
Équipe de travail




Les douze derniers mois ont été mouvementés pour Alternatives. Nous avons commencé à pleine vitesse gonflés à bloc par la dernière assemblée générale et les journées d'études du mois d'août où la participation avait été excellente et les échanges stimulants.

Les activités ont été nombreuses et variées, autant avec nos partenaires d'un peu partout dans le monde qu'au Québec et au Canada. Les divers projets réalisés ont permis de consolider la présence d'Alternatives auprès des organisations populaires que nous appuyons et de renforcer notre capacité d'intervention et de sensibilisation sur les grands enjeux politiques et sociaux d'aujourd'hui.

Nous avons entre autres été très présents dans les grands débats sur la mondialisation de l'économie et ses effets pervers sur les populations et, dans cette foulée, avons organisé une conférence internationale sur la montée de l'intégrisme autant religieux qu'économique qui a connu un grand succès. La dernière année nous a aussi permis d'approfondir notre expertise sur la résolution de conflit et de contribuer concrètement à redéfinir la notion d'aide humanitaire pour que cette dernière devienne de plus en plus un outil de reconstruction plutôt qu'une béquille temporaire pour les populations durement touchées par les conflits.

Cette croissance très rapide nous a apporté son lot de problèmes. L'accueil et l'intégration de plusieurs nouveaux salarié-e-s, la multiplication des dossiers et des projets ont soumis les structures administratives et politiques à un important niveau de stress.

Mais l'équipe de travail et les instances élues ont su faire face à la situation et ont entamé un processus de réflexion et d'action



qui nous ont permis d'identifier les points forts et les points faibles de notre organisation et d'en arriver à une nouvelle dynamique interne qui nous permettra de solidifier nos acquis et d'entreprendre de nouveaux défis pour qu'Alternatives soit toujours aussi pertinent. Une attention toute particulière a été apportée aux modalités administratives et au raffinement de nos outils de gestion. Nous aurons l'occasion au cours de cette assemblée générale de débattre de ces nouvelles modalités organisationnelles et de partager ensemble la vision d'avenir qui nous anime.

Les différents chapitres de ce rapport vous permettra non seulement d'apprécier le chemin parcouru par Alternatives au cours de la dernière année mais aussi de connaître les nouvelles donnes politiques auxquelles nous sommes confrontés comme organisation de solidarité internationale.

Je remercie tous ceux et celles qui, par leur fiabilité et leur générosité, contribuent d'une façon ou d'une autre à l'avancement de notre organisation. Ensemble nous pouvons construire un monde différent.

Pierre Beudet
directeur

1- Alternatives dans le monde

Le monde se présente à la fois comme un lieu de conflits, d'oppressions et d'injustices et un espace de luttes, d'espoirs et de renouveau. À l'ombre du néo-libéralisme économique, les géants politiques continuent d'exclure, d'exploiter et de dominer, ce qui conduit aux pires excès qui dégénèrent en conflits. Même si les grands médias ont tendance à nier toute causalité, les massacres du Rwanda et de l'Algérie doivent être, au moins partiellement, expliqués par ces politiques économiques insensées mises en place par le FMI et les grandes institutions financières, avec l'appui des grandes puissances, par lesquels les pays pauvres sont écrasés et mis au pied du mur.

En même temps, les peuples résistent, s'organisent et osent dire «non, ça suffit». Jamais depuis dix ans, a-t-on vu autant de résistances se développer comme, par exemple, en Corée du Sud, en Indonésie, au Mexique, au Brésil, en France et, plus près de nous, en Ontario. De ces résistances surgissent de nouveaux projets, de nouvelles initiatives et surtout, de nouvelles alliances. Le vent serait-il en train de changer? Sans tomber dans le romantisme abstrait, la question se pose. C'est dans ce contexte mouvant et fluctuant que nous oeuvrons.

1.1 Amérique latine

• Principaux champs d'intervention: Cuba, Chili, Brésil, Panama, Mexique et l'intégration économique des Amériques

La situation du peuple cubain, on l'imagine, est difficile. Le pays est coincé entre l'hostilité sans nuance des États-Unis et les aléas d'une transition vers une société qui ne veut pas renier son passé mais qui doit changer. Alternatives appuie depuis longtemps le renforcement de la société civile cubaine qui tente de conserver ses acquis tout en s'ouvrant sur le monde. Une nouvelle initiative est en train de se concrétiser avec les organisations populaires cubaines sur le thème du développement local. Ces efforts convergeront sur une rencontre à la Havane, en septembre 1998.

Au Brésil, la lutte spectaculaire du Mouvement des sans-terre (MST) pour le droit à la terre a attiré notre attention, de même que celle des syndicats et des groupes populaires pour redéfinir les objectifs de l'intégration économique, un processus important qui ignore généralement les besoins et les droits des peuples. C'est dans ce contexte

que nous avons participé au Sommet populaire des Amériques, organisé à Santiago du Chili, au début de 1998, et qui a réuni des centaines d'organisations populaires et syndicales des trois Amériques.

Au Chili et au Mexique, sur le thème de l'intégration économique, nos liens avec diverses organisations populaires (jeunes, femmes, autochtones, syndicats) se sont resserrés grâce, entre autres, au travail des jeunes stagiaires d'Alternatives.

Suite à une initiative du comité environnement, Alternatives appuie un projet qui permet aux communautés autochtones du Panama, durement touchées par la guerre qui a lieu dans le pays voisin, la Colombie, de réhabiliter leur village.

1.2 Afrique sub-saharienne

• Principaux champs d'intervention: Afrique du Sud, Nigeria, Soudan, Angola, République démocratique du Congo, et réhabilitation de la paix et la démocratie dans la région des Grands Lacs

L'Afrique du Sud post-apartheid s'enlise dans un certain conformisme politique et économique qui exclue de plus en plus les plus démunis. Nous appuyons notamment les communautés de sans-terre en campagne pour la reconnaissance de leurs droits. Le réseautage des diverses organisations populaires sud-africaines reste aussi un objectif important pour Alternatives qui poursuivra, par l'envoi de jeunes stagiaires calés en informatique, un projet de consolidation du réseau internet avec SANGONET, une ONG sise à Johannesburg.

En Angola, d'importants projets de réhabilitation et de reconstruction des diverses communautés touchées par la guerre sont en cours, en collaboration avec ADRA, une ONG locale, et Development Workshop.

Au Nigeria, comme au Soudan, nous avons concentré notre travail en appuyant les mouvements populaires et démocratiques qui luttent contre la dictature. Pour ces deux pays aux prises avec la guerre et la répression, nos efforts se sont aussi dirigés vers le gouvernement canadien afin qu'il adopte des politiques susceptibles de changer la situation à long terme.

La situation dans les Grands Lacs demeure conflictuelle. La perpétuation des guerres, alimentées par les interventions déstabilisantes de certaines puissances étrangères qui

misent sur l'ethnicisme et les conflits intercommunautaires, menace le bien-être des populations. Nous avons consacré beaucoup d'énergies à comprendre et à faire comprendre les enjeux qui alimentent les luttes qui déstabilisent les différents pays de cette région. En République démocratique du Congo (ex-Zaire) des projets concrets se réalisent avec le Groupe d'étude et d'action pour un développement bien défini (GEAD), une vaste coalition d'organisations populaires, et avec la PAIF (Promotion et appui aux initiatives féminines), un groupe de femmes à Goma.

1.3 Moyen-Orient et Afrique du Nord

• Principaux champs d'intervention: Égypte, Maroc, Algérie, Palestine, Liban et défense des droits humains

Sous la coordination du Centre d'études arabes pour le développement (CEAD), un groupe membre d'Alternatives, nous avons continué d'appuyer la lutte des organisations populaires en Palestine et au Liban, dans un contexte difficile où les forces de domination israéliennes et américaines tentent de nier les revendications légitimes du peuple palestinien. Ces efforts se développent constamment en concertation avec d'autres ONG canadiennes dans le but de promouvoir un processus de paix réel dans la région fondé sur les droits et la justice.

Dans cet esprit, un nouveau programme a été initié pour renforcer les groupes qui travaillent sur la question des droits humains. Plusieurs représentants et représentantes d'organisations de Palestine, du Liban, de Jordanie et d'Égypte sont ainsi invités à diverses sessions de formation, de discussion et d'élaboration de stratégies ici au Canada ou d'autres pays de la région.

En Égypte, nous avons diversifié nos liens avec diverses organisations tout en poursuivant notre travail avec Le Forum des femmes, une coalition d'une vingtaine de groupes et d'ONG oeuvrant à la promotion des droits des femmes.

Avec l'Espace associatif, une coalition qui regroupe plus d'une trentaine de groupes de femmes et de droits humains marocains, nous appuyons le développement d'un réseau qui travaille à la protection des droits sociaux et l'amélioration des conditions de vie de la population. Au Maroc toujours, un projet d'appui aux jeunes de la rue est en train de se concrétiser avec une organisation locale.

En Algérie toujours dans la tourmente, nous avons appuyé des groupes de femmes et

de jeunes qui combattent à la fois l'intégrisme des groupes fanatiques et l'autoritarisme d'un régime militaire qui s'enfonce dans la dictature.

1.4 Asie du Sud

• Principaux champs d'intervention: Inde, Pakistan et réseautage des diverses organisations populaires de la région

Sous la coordination du Centre d'études et de ressources sur l'Asie du Sud, un groupe membre d'Alternatives, plusieurs initiatives de sensibilisation ont été poursuivies sur les thèmes de la stérilisation forcées des femmes, et plus largement sur la question des droits des femmes dans cette région, ainsi que le travail des enfants.

Depuis l'explosion des bombes nucléaires et l'avènement d'un gouvernement de droite dure en Inde, les tensions s'accroissent. Nos partenaires de l'Inde et du Pakistan cherchent à combattre la montée du chauvinisme et du militarisme. Nos projets ont contribué à cet effort notamment en appuyant plusieurs groupes à se mettre en réseau et à utiliser les techniques de communication électronique. Depuis sa création, nous participons aux rencontres organisées par le Pakistan-India People's Forum for Peace and Democracy dont l'objectif est de rapprocher divers acteurs de la société civile de l'Inde et du Pakistan afin d'unifier leurs efforts pour la pacification de la région et contrer la montée de la violence intercommunautaire.

Nous avons aussi contribué, en concertation avec plusieurs groupes partenaires, entre autres Inter Pares, South Asia Partnership et le Centre communautaire des femmes sud-asiatiques, trois ONG canadiennes, à sensibiliser l'opinion publique québécoise et canadienne aux réalités et espoirs du sous continent, cinquante ans après l'indépendance de l'Inde et du Pakistan.

1.5 Asie de l'Est

• Principaux champs d'intervention: Philippines, Chine et campagne sur les retombées sociales et politiques des grands blocs économiques (APEC)

En Chine actuellement prolifèrent des groupes progressistes qui cherchent à appuyer le développement des groupes populaires qui luttent contre les effets pervers de la

mondialisation. Le quatrième Sommet des chefs d'États membres de la Coopération économique de l'Asie Pacifique (APEC) à Vancouver l'automne dernier nous a encouragé à tisser des liens plus étroits avec ces organisations qui font campagne pour une région Asie-Pacifique démocratique et ouverte aux revendications des peuples. Cela nous a permis de tenir une conférence populaire parallèle à Montréal et de participer de façon plus active à celle qui a eu lieu à Vancouver.

1.6 Europe de l'Est

• Principaux champs d'intervention: Russie, ex-Yougoslavie

En Europe de l'Est, où l'implosion du système de domination stalinienne et l'ouverture économique sauvage a conduit à une véritable «tiermondisation» de la région, nous avons continué à collaborer à diverses initiatives populaires, principalement en Russie dans le domaine syndical, tout en explorant ce que nous pourrions faire pour appuyer les groupes de femmes qui déplorent la perte d'acquis importants et la détérioration de leurs conditions de vie et de travail.

En ex-Yougoslavie, avec des groupes pacifistes et démocratiques de Bosnie et de Serbie, nous voulons travailler à combattre ceux qui proposent la purification ethnique et la guerre. Ce travail a été accompagné par de multiples et réguliers échanges entre organisations syndicales et populaires de la région et d'ici.

1.7 Réseautage international

Un peu partout à travers la planète, plusieurs initiatives populaires, féministes, pacifistes et démocratiques cherchent à créer des alliances, à tisser des réseaux et à se coordonner. Alternatives participe à ces efforts parce qu'il sont indispensables pour faire face aux défis de la mondialisation néo-libérale.

Alternatives est membre du Forum mondial des alternatives (FMA), un réseau des réseaux qui regroupe des militant-e-s et des chercheur-e-s des cinq continents. Nous participons aussi à plusieurs rencontres internationales, telles que celle du Forum de São Paulo (lieu de débat des mouvements progressistes d'Amérique latine) ou organisons ici même des conférences qui permettent des échanges, des discussions et concrétise de nouvelles alliances.

L'objectif derrière tout cela est simple: constituer un grand front de tous ceux et celles qui résistent au néo-libéralisme et suggèrent des alternatives. Car contrairement à ceux et celles qui prétendent qu'il n'y a rien à faire, il y a un peu partout dans le monde des expériences de développement populaire et durable qui marchent. Dans la grande ville brésilienne de Porto Alegre, par exemple, des groupes populaires en coopération avec le Parti des travailleurs (PT), sont en train de construire une démocratie municipale participative qui non seulement répond aux besoins des gens, mais qui va plus loin dans la mise en place d'une citoyenneté active et responsable.

2- Alternatives au Québec et au Canada

Depuis le début, Alternatives se distingue par ses efforts constants pour lier ce qui se passe dans le monde et ce qui se passe ici. Ce n'est pas pour faire exotique! Sur notre planète mondialisée d'un bout à l'autre, la vie quotidienne des gens d'ici est influencée, modelée, bouleversée par ce qui survient ailleurs dans le monde. Les groupes dominants, qu'ils soient politiques ou économiques le savent. Mais du côté populaire, il y a encore à faire.

2.1 Information

Avec ses 100 000 exemplaires en circulation à Montréal et ses 50 000 à Québec, l'inséré du journal *Alternatives* dans la revue VOIR demeure un outil d'information et de sensibilisation extraordinaire qui permet de rejoindre un nombre impressionnant de personnes qui ne seraient pas touchées autrement. L'édition complète du journal distribuée à plus de 2 000 exemplaires constitue un autre moyen de rejoindre les membres, les abonné-e-s et les donateurs. Alternatives publie aussi une page en anglais dans la revue HOUR (60 000 exemplaires) et une page à l'intention des journaux étudiants du Québec.

Parallèlement, nous avons mis en place un site WEB où l'on retrouve une multitude d'informations pertinentes sur l'actualité internationale et le travail que nous faisons. De plus, un groupe de militant-e-s d'Alternatives à Québec met chaque semaine en onde une émission d'information internationale et régionale en lien avec le travail d'Alternatives.

Développer et consolider ces outils de communication avec des ressources qui reposent en grande partie sur le bénévolat est un défi que nous avons relevé et que nous entendons encore réussir pour la prochaine année.

2.2 Activités publiques

Nous organisons en moyenne au moins une activité publique par semaine, et en faire une liste serait fastidieux. Ces activités prennent diverses formes, ateliers, séminaires ou larges conférences et attirent des milliers de personnes annuellement. Les sujets sont variés (la situation en Algérie, la stérilisation forcée en Asie du Sud, le syndicalisme en Russie etc.). Les publics sont de tout âge et proviennent de tous les milieux.

Nous misons sur ces activités pour faire connaître le point de vue du Sud, entre autres en invitant des représentants de nos groupes partenaires ou des personnalités de la scène internationale ayant une expertise et une analyse intéressantes. Ces activités se terminent généralement par des discussions et des échanges constructifs.

Cette année parmi les grands événements que nous avons organisés mentionnons:

Contre les Intégrismes, un colloque de trois jours réunissant entre autres Mgr Gaillot de France, Aicha Benabdelmounene, fondatrice de la Ligue des droits de l'Homme en Algérie, Paula Xanthopoulou, de la Christian Watch des États-Unis, François Houtard du Centre Tricontinental de Belgique, Ayesha Iman une nigériane membre de Femmes sous les lois musulmanes, Michel Chossudovski, professeur au département d'économie de l'Université d'Ottawa, et plusieurs autres intervenants et intervenantes.

Le *Parlement des peuples de l'APEC*, un forum populaire réunissant des invité-e-s de la Chine, du Timor Oriental, du Mexique, de la Malaisie, des Philippines, du Canada et du Québec.

Le *50e anniversaire de l'indépendance de l'Inde et du Pakistan*, un vaste programme d'activités politiques et culturelles qui a commencé par une soirée sur le travail des enfants avec Vithal Rajan, qui dirige une ONG indienne très engagée sur cette question.

Une *conférence sur le Chili* à Montréal et à Québec, une autre sur le *processus de paix au Proche-Orient* à Ottawa et Montréal, et une dernière à Montréal, Ottawa et Québec sur la *situation politique dans les Grands Lacs* avec Colette Braekman, une journaliste belge, Elise Muhimuzi, coordonnatrice du Collectif de diffusion de l'information et d'appui aux femmes au Congo, et Père Aloys Tegera, un sociologue qui travaille avec les rapatriées et réfugiées rwandais.

2.3 Interculturel

Alternatives et ses groupes membres (CERAS et CEAD) défendent les principes de droit et de citoyenneté pour nos compatriotes récemment arrivés au pays et tentent de valoriser la pluralité et la richesse des diverses cultures. Plusieurs activités culturelles et/ou sociales sont organisées afin de combattre les préjugés et la discrimination et pour faire connaître l'apport des communautés culturelles dans le développement de notre société.

Parmi les activités organisées cette année par le CEAD et le CERAS, il y a eu entre autres les Journées du Maghreb (musique, films et débat avec des jeunes de la communauté maghrébine de Montréal), la soirée de musique classique indienne ou le spectacle de Punjabi by Nature, un groupe de jeunes musiciens d'origine sud-asiatique vivant à Toronto.

Il faut aussi mentionner la tenue du festival Image du monde arabe (film, peinture et concert d'artistes d'origine arabe) qui en était cette année à sa quatrième édition. Le prochain festival, qui aura lieu l'automne prochain, soulignera le 50e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme en projetant notamment une série de documentaires sur la Palestine et sur le sort réservé aux enfants.

Dans une autre veine, dans le cadre du programme de soutien et d'insertion à l'emploi subventionné par le gouvernement provincial, le CEAD offre les services d'employabilité aux personnes immigrantes d'origine arabe afin de leur faciliter la transition et l'insertion à l'emploi, de les aider à comprendre les mécanismes, les règles et le fonctionnement du marché du travail, de leur permettre d'acquérir des expériences de travail et leur faciliter l'accessibilité et l'utilisation des services collectifs en ce domaine. Cela nous amène à participer à plusieurs groupes communautaires ou coalitions reliées à l'intégration des immigrants.

2.4 Femmes

Le comité femmes d'Alternatives a également organisé plusieurs activités, notamment sur avec des invitées algériennes et russes qui ont permis des échanges sur la situation des femmes dans ces sociétés. Le comité a aussi collaboré de façon intensive à l'organisation de la conférence sur les intégrismes, entre autres en favorisant les échanges entre les invitées internationales et les représentantes des organisations de femmes du Québec. Soulignons enfin, la participation d'Alternatives à la Conférence internationale des femmes qui s'est tenue à Cuba le printemps dernier à l'initiative de la Fédération des femmes cubaines.

2.5 Jeunes

Cette année ce sont plus de quarante jeunes qui ont participé aux divers stages outre-mer qu'offre Alternatives. Ces stages comprennent une formation de plusieurs mois ici et un séjour chez des groupes partenaires afin de s'initier au quotidien du dévelop-

pement. Ces programmes favorisent le développement des échanges entre jeunes d'ici et les personnes ou organisations oeuvrant pour le développement dans leur pays, de voir de quelles façons elles mettent de l'avant des solutions qui leur conviennent et surtout, de comprendre ce qu'ils et elles peuvent faire ici afin d'appuyer leurs initiatives. En 1998-1999 un même nombre de jeunes devraient s'envoler vers le Maroc, le Chili, le Brésil et l'Afrique du Sud.

Parallèlement d'anciens stagiaires ont organisé deux tournées ici avec des représentants de groupes qu'ils et elles avaient déjà rencontrés (Chili et Maroc).

2.6 Alternatives à Québec

Alternatives a élargi ses horizons en s'établissant dans la capitale provinciale grâce au travail d'un groupe de militant-e-s de la région de Québec. Plusieurs activités et conférences ont été organisées attirant chacune entre 100 et 400 personnes. Plusieurs thèmes ont été abordés, entre autres, l'exclusion avec Mgr Gaillot, les droits humains en Algérie, en Tunisie, au Chili, au Chiapas, la situation politique dans les Grands Lacs sans oublier les répercussions de l'AMI. Une première édition de Images du monde arabe a attiré près de 600 personnes au Musée de la civilisation.

La production d'une émission hebdomadaire sur les ondes de Radio Basse-Ville et la publication du journal Alternatives dans la revue Voir-Québec ont fait connaître notre organisation et ont maximisé l'impact et les retombées de nos actions.

Alternatives a également apporté sa collaboration à divers groupes et événements du milieu. Ces liens très précieux nous permettent d'être en contact avec les actions et les énergies de Québec.

2.7 Liens avec les organisations d'ici

Au cours de la dernière année, Alternatives a travaillé avec une multitude de groupes populaires, syndicaux, de femmes et de jeunes. Nos efforts ont été concentrés à la constitution d'alliances larges sur toutes les questions liées à la mondialisation, l'intégration économique, la mise en place de politiques et de mécanismes pour faire face à ces grands blocs économiques tels que l'Alena (Amériques) ou l'APEC (Asie-Pacifique). Nous avons appuyé la campagne canadienne et québécoise sur l'AMI, dans le but de sensibiliser la population aux enjeux d'une mondialisation souvent présentée comme une opération inévitable et pleine de promesses par les grands médias, alors que la réalité est beaucoup plus complexe.

Nous avons également favorisé le développement de liens de solidarité entre les groupes populaires du Québec et du reste du Canada en organisant quelques ateliers à Montréal et à Toronto sur des sujets tels la privatisation des services publics, notamment l'eau, le droit à l'éducation, les nouvelles réalités des programmes sociaux à la suite des compressions décrétées à l'aide sociale tant au Québec qu'à Toronto.

Alternatives continue de faire partie de plusieurs réseaux associatifs québécois et canadiens, notamment Solidarité populaire Québec (SPQ), l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI), le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC).

Des partenariats plus spécifiques et concrets existent également avec:

- des groupes de solidarité internationale, notamment: Inter Church Coalition on Africa (Toronto), Inter Pares (Ottawa), Middle East Working Group (MEWG), South Asia Partnership (SAP), Partenariat Afrique Canada (PAC), COCAMO, Développement et Paix, OXFAM-Canada, Solidarité Canada-Sahel, Coalition Cuba Si, Salut le Monde!, Centre international des droits de la personne et du développement démocratique (CIDPDD)
- des organisations communautaires et populaires, notamment: Conseil des Canadiens, Regroupement de solidarité avec les autochtones, Opération SalAmi, Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés, Fédération des femmes du Québec (FFQ), CEDEC-Centre-Sud, Centre communautaire des femmes sud-asiatiques, Comité d'adaptation de la main-d'oeuvre pour personnes immigrantes (CAMO), Regroupement des organismes de services aux nouveaux arrivants du Québec (ROSNA), etc.
- le mouvement syndical, notamment: CSN, CEQ, FTQ, FAC, Congrès du travail du Canada, le Canadian Autoworkers Social Justice Fund;
- des organisations religieuses, notamment: Les Oeuvres du Cardinal Léger, les Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée, Fondation Emilie-Jauron, Fondation Mgr Moreau, Maison générale des Ursulines, Congrégation des SS CC de Jésus et Marie, Soeurs de la Congrégation Notre-Dame, Soeurs des Saints Noms de Jésus et Marie/ Administration provinciale, Fondation des Écoles chrétiennes du Québec, Soeurs de la Providence

- des institutions d'enseignement ont aussi été des sources d'appui et de collaboration, en particulier, l'Université du Québec à Montréal, l'Université de Montréal, l'Université Concordia, l'Université de Carleton (Ottawa), l'Université McGill

2.8 Lobbying auprès des gouvernements

Par ces nombreuses activités, et notamment par des interventions régulières auprès des grands médias écrits et électroniques, Alternatives a contribué à alerter l'opinion publique sur des sujets aussi chauds que la répression en Algérie, les attaques américaines contre l'Irak, la militarisation en Asie du Sud, le blocus des États-Unis contre Cuba ou la violation des droits de la personne au Nigeria

Nous nous sommes joints à plusieurs coalitions afin de faire pressions sur les gouvernements afin qu'ils modifient ou améliorent leurs politiques internationales. Ce travail s'est aussi reflété auprès de nos bailleurs de fonds, principalement auprès de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), que ce soit dans le cadre de nos projets ou au cours de consultations publiques ou restreintes sur les grandes orientations de l'aide internationale ou sur les sujets d'actualité.

3. Vie associative

Alternatives a connu comme dans les années précédentes une expansion et une diversification de sa vie associative. Un nombre important de personnes, de toutes origines, de tous âges et de toutes les sphères d'activités, consacrent leur temps et leurs compétences pour la bonne marche des projets. Cette diversité est importante et nous permet d'être un lieu de débats et de discussions qui débouchent sur l'action dans plusieurs domaines.

3.1 Structures

En mai 1997, l'assemblée générale sur le thème de «Rencontrer le monde» s'est déroulé en deux temps. La soirée multimédia interactive avec plusieurs invité-e-s internationaux avec lesquels la salle pouvait échanger par téléphone a été un succès avec la participation de plus de 300 personnes. Le lendemain, des ateliers et une plénière ont permis des discussions sur divers aspects de la programmation d'Alternatives, l'adoption des statuts et règlements et des états financiers.

Le conseil d'administration ainsi que le conseil exécutif se sont réunis régulièrement pour faire le suivi de la programmation d'Alternatives. Ces deux instances ont participé au travail de conceptualisation et de mise en oeuvre de nouvelles normes budgétaires que nous avons réalisé en janvier et a amorcé une vaste consultation sur la restructuration d'Alternatives afin d'améliorer son fonctionnement.

Le travail des comités s'est poursuivi sur une base régulière et a donné lieu à plusieurs nouvelles initiatives comme par exemple des rencontres plus formelles sur le volet interculturel, des activités concrètes de solidarité par des anciens stagiaires du Programme jeunes, et une réflexion sur l'environnement et le développement international.

L'équipe de travail a subi plusieurs changements tant aux niveaux des ressources humaines que le partage des tâches. Malgré un accroissement des tâches dévolues à chacun et chacune, la vitalité de l'équipe ne s'est pas démentie. Le plan de formation continue sous forme de «dîners-midi» a bien fonctionné et devrait se poursuivre encore cette année.

Un effort important a été fait pour rester en contact avec le membership qui s'est

maintenu autour de 400 personnes. La lettre du vendredi, un bulletin d'information interne, a été envoyée systématiquement ainsi que le journal et les documents importants concernant nos activités.

Les donateurs et donatrices sont un élément important au développement et l'expansion du travail d'Alternatives. Leur générosité contribue grandement à la viabilité de notre programmation. Le nombre de dons mensuels a triplé cette année, et nous continuerons dans les prochains mois à développer notre programme de fidélisation des donateurs et donatrices.

3.2 Financement

Nos relations avec les différents bailleurs de fonds sont demeurés très bonnes, notamment avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI) avec laquelle nous avons renouvelé notre troisième année de financement par la Division des ONG.

Au niveau interne, les nouvelles normes budgétaires établies depuis janvier ont permis de consolider et de stabiliser l'ensemble des activités d'Alternatives. Un effort particulier a été entrepris afin d'élargir les sources de financement. Nous avons réussi à augmenter de façon significative le pourcentage d'autofinancement (dons, service de traduction simultanée, service de consultants, etc...) tout en diversifiant les liens avec les organismes gouvernementaux (fédéral, provincial ou municipal) et les organismes indépendants (ong, syndicats, communautés religieuses, etc...)

Le travail de consolidation à long terme devrait se poursuivre au cours de la prochaine année avec, entre autres, l'achat d'un édifice où Alternatives déménagera en septembre 1999. Les coûts reliés à l'occupation des locaux diminueront et nous ne serons plus à la merci des fluctuations du marché locatif.

4. Perspectives 1998-1999

Pour les douze prochains mois, le programme d'Alternatives s'annonce important et audacieux. Sur tous les fronts, nous tenterons de poursuivre ce qui a été amorcé et d'ouvrir de nouvelles portes, toujours dans le sens de la lutte pour la justice sociale et la démocratie.

4.1 Développement de la programmation outremer

Amérique latine

Le travail avec les organisations populaires du Brésil, en particulier le Mouvement des sans-terre, s'accentuera, notamment dans le cadre d'une tournée des leaders de ce mouvement et d'une exposition de photos qui aura lieu en septembre. À Cuba, nous co-organisons une très importante consultation sur le travail de solidarité avec les ONG cubaines qui se tiendra à la Havane même au début de l'automne. Cette initiative cubaine, nous l'espérons, devra aboutir à un important programme de coopération d'Alternatives à Cuba.

Nous analyserons soigneusement les retombées du projet d'appui aux communautés autochtones du Panama qui est en cours et verront comment concrétiser à long terme ce nouveau partenariat. Parallèlement, nous entreprendrons un nouveau programme de stages avec des jeunes internautes qui iront travailler au Brésil et au Chili.

Afrique sub-saharienne

Nous continuerons d'appuyer les organisations populaires du Congo et du Rwanda, mais en fonction des événements actuels (reprise de la guerre), nous devons porter davantage d'attention aux besoins urgents de certaines populations plus vulnérables. Nous projetons également d'étendre nos activités au Burundi. Dans la Corne de l'Afrique, nous nous concentrerons encore plus sur le Soudan où l'opposition soudanaise tentent de reconstruire dans les zones libérées ce que devra être le Soudan démocratique et laïc de demain.

En Afrique de l'ouest, nous tiendrons compte de la nouvelle dynamique nigériane après la mort du dictateur Abacha, tout en travaillant avec nos collègues de Development Workshop à appuyer des activités d'auto-organisation dans le Sahel. Toujours avec

Development Workshop, nous maintiendrons et élargirons nos activités en Angola. Enfin en Afrique du Sud, nous profiterons de la visite prochaine de Nelson Mandela au Canada pour remettre la problématique sud-africaine sur la carte, notamment en ce qui concerne la lutte des sans-terre.

Afrique du Nord et Moyen-Orient

Le CEAD continuera son travail sur la Palestine, notamment dans le cadre d'un nouveau programme d'appui aux organisations de base qui promeuvent la paix et la démocratie. En Égypte, nous tenterons de maintenir le programme avec le Forum des femmes, si l'ACDI accepte la prolongation de ce projet. En Algérie, de nouvelles pistes s'ouvrent pour appuyer le mouvement associatif, en dépit de la crise qui continue de sévir. Au Maroc enfin, le travail avec l'Espace associatif qui regroupe plusieurs ONG et groupes de femmes devrait se renforcer.

Asie du Sud

Le CERAS poursuivra sa campagne contre la course aux armements et la violence intercommunautaire en organisant plusieurs activités de sensibilisation et de lobbying ici. En Inde et au Pakistan, en partenariat avec les organisations populaires, la priorité sera d'appuyer les initiatives qui visent à favoriser le dialogue et la coopération régionale. Nous tenterons de développer des projets avec des organisations populaires au Bangladesh, notamment en coopération avec Inter Pares.

Asie de l'Est

Nous contribuerons à organiser le prochain sommet populaire sur l'APEC qui est convoqué par les groupes populaires de Malaisie (le sommet aura lieu à Kuala Lumpur). Avec le Asia Monitor Resource Center (AMRC), une ONG de Hong Kong qui fait de la recherche et de la formation au niveau syndical, nous tenterons d'organiser une mission d'enquête auprès des organisations populaires en Chine. Nous maintiendrons nos liens avec des groupes aux Philippines, notamment IBON, une organisation de recherche et de formation socio-politique basée à Manilles.

Europe de l'Est

Nous maintiendrons l'appui aux initiatives syndicales en Russie. Nous tenterons d'ouvrir une nouvelle programmation avec les organisations de femmes. En ex-Yougoslavie, nous voulons entreprendre de nouvelles activités avec des groupes communautaires et pacifistes.

Réseautage international

Les priorités seront de continuer de participer au Forum mondial des alternatives, notamment dans l'organisation d'un sommet populaire «anti Davos». Nous appuyons également le Forum de Sao Paulo dont la prochaine rencontre est à Mexico en octobre prochain.

4.2 Renforcement de notre action ici

Au programme déjà, d'importantes initiatives du côté des jeunes et de l'interculturel, pour briser le silence sur la discrimination contre les jeunes immigré-e-s. De manière générale, le programme d'éducation et d'information accordera une attention particulière à tout le dossier de la mondialisation, notamment pour s'opposer aux processus de restructuration sauvage et aux impacts dévastateurs des mécanismes mis en place par les pouvoirs, tels l'AMI, l'APEC, l'Alena.

Avec nos amis de Development Workshop, nous prévoyons organiser une série d'activités sur les dynamiques populaires urbaines, en prenant comme témoins nos partenaires en Angola, au Brésil, en Inde.

Le groupe de Québec continuera dans sa lancée avec plusieurs activités culturelles et politiques. Les comités (Femmes, Amérique latine, Europe de l'est, Afrique, Maghreb, Chili, etc.) ont également des projets de tournées et de conférences,

Nous resterons présents et actifs au sein des coalitions comme l'AQOCI et le CCCI, tout en approfondissant nos liens avec les organisations populaires, syndicales, de femmes, de jeunes, etc.

4.3 Nos défis organisationnels et financiers

La priorité sera de faire suite aux propositions et recommandations du comité spécial sur la restructuration, notamment dans un travail systématique et rigoureux pour consolider les instances comme le Conseil d'administration et le Conseil exécutif.

Au niveau interne également, plus de place sera accordée à la formation et l'information des membres (rencontres, publications, etc.), de façon à renforcer l'appropriation par les membres de l'ensemble de la vie d'Alternatives. La base de donateurs et donatrices sera également élargie. Les efforts pour diversifier les sources de financement

seront intensifiés, notamment du côté des services de reproduction, infographie, traduction, etc.

Sur le plan logistique, nous prévoyons aménager dans les nouveaux locaux en septembre 1999, ce qui facilitera le fonctionnement (plus d'espace) et améliorera la performance financière (loyer moins cher).

Sur le plan financier, les nouvelles normes budgétaires devraient nous permettre d'atteindre un surplus financier pour l'exercice 1998-99. Avec l'ACDI, nous entreprendrons de renouveler la contribution qui doit couvrir la période 1999-2001 en tentant de persuader l'agence gouvernementale d'augmenter son financement.

Conclusion

Nous ne pouvons pas considérer les succès comme une garantie automatique pour l'avenir, mais seulement comme une base pour aller de l'avant. Car le monde change sans cesse et avec lui les défis auxquels des organisations comme la nôtre doivent faire face.

Nous sommes partie prenante d'un mouvement très large, extraordinairement créatif, mais en même temps dispersé, fragmenté, encore à la recherche de son identité et de ses perspectives de transformation. Il faudra être patients, entêtés et innovateurs.

Au niveau interne, il faut travailler sur ce qui nous unit et nous rassemble, tout en sachant mener des débats constructifs qui nous permettent de devenir davantage démocratique, inclusif et pertinent. Nous devons inventer et implanter une nouvelle culture organisationnelle qui sache marier militantisme et démocratie à professionnalisme et efficacité.

Notre organisation, qui a grandi beaucoup mais reste encore une minuscule goutte dans l'océan, demeure précieuse, fragile et nécessaire. Par nos débats, nos interrogations, nos angoisses même, nous contribuons à faire un monde différent.

C'est tout cela qui nous motive tous et toutes à continuer...

Qui fait quoi

Conseil d'administration 1997-1998

*** Rachad Antonius, professeur de mathématiques au collégial et chercheur pour l'Institut interculturel de Montréal**

Peter Bakvis, responsable des relations internationales à la CSN

*** Robert David (depuis novembre 1997), professionnel de la levée de fonds (Impact +)**

Minoo Gundevia, professeur de français langue seconde au Centre communautaire des femmes sud-asiatiques

Ratiba Hadj-Moussa, professeure à l'Université de Kingston (Ontario)

Jean Guy Loranger, professeur au département de sciences économiques de l'Université de Montréal

Jean Ménard, militant à l'Organisation populaire de défense des droits sociaux (OPDS)

Elisabeth Morey (jusqu'en mai 1998), responsable de la vie étudiante au Collège Marianopolis

*** Shree Mulay, directrice du centre de recherches et d'enseignement sur les femmes à l'Université McGill**

Dominique Payette, journaliste et enseignante en communication à l'Université de Montréal

*** Bernard Schutze, étudiant en doctorat en communication**

Jawad Sqalli (jusqu'en novembre 1997), journaliste et militant sur les questions internationales

Les personnes dont le nom est précédé de * sont aussi membres du comité exécutif.

Équipe de travail

Gavin Andrew (programmes jeunesse)

Pierre Beaudet (directeur général)

Yamina Bessar (comptabilité/comité femmes)

Carole Boucher (administration/information)

Stéphan Corriveau (collecte de fonds)

Isabelle Dahan (activités culturelles - Images du monde arabe)

Abdelkrim Debhi (coordonnateur des activités du CEAD)

Josée Desharnaies (Alternatives- Québec)

Marcela Escribano (Amérique latine)

Marjorie Gagnon (comptabilité)

France-Isabelle Langlois (programme interculturel)

Michel Lambert (Europe de l'Est, Asie de l'Est)

Yves Lavallée (soutien technique)

Jimmy Linch (soutien technique)

Feroz Mehdi (coordonnateur des activités du CERAS)

Yasmina Moudda Azzem (collecte de fonds)

Khadija Mounib (programme d'insertion et de soutien à l'emploi pour la communauté arabe)

Charles Mugiraneza (Afrique sub-saharienne)

Hamouda Soubhi (Afrique du Nord/Proche Orient)

Stéphane Tourangeau (informatique)

